



Patrimoine : un outil d'aide à la restauration

Lancé le 21 avril par la Fondation du patrimoine, avec le soutien des ministères de la Culture et de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités, le

portail du patrimoine est une plateforme numérique qui s'adresse notamment aux élus, aux responsables des collectivités territoriales et aux gestionnaires de biens d'intérêt patrimonial. Concrètement, on y trouve des ressources juridiques, réglementaires et techniques, des témoignages d'expériences réussies, des contenus pédagogiques sur les thèmes et les étapes de la conduite d'un projet de restauration, les financements privés ou publics à mobiliser. Les petites communes, le plus souvent dépourvues en ingénierie, y trouveront une aide à la maîtrise d'ouvrage. www.portailpatrimoine.fr

SAVOIR ROULER À VÉLO TOUT UN PROGRAMME !



Le « Guide d'accompagnement du savoir rouler à vélo à l'usage des collectivités » constitue un programme, piloté par le ministère des Sports, qui propose aux enfants de 6 à 11 ans de suivre une formation

encadrée de dix heures réparties en trois étapes : savoir pédaler (« fondamentaux du vélo ») ; savoir circuler (mobilité à vélo en milieu sécurisé) et savoir rouler à vélo, en autonomie sur la voie publique. À l'issue de ces trois étapes, les enfants se verront remettre une attestation. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du plan Vélo et mobilités actives, dont l'objectif est d'augmenter la part modale du vélo d'ici aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024. bit.ly/3OGCwgP

Portez le Bleuet de France !

Ce symbole national, en forme de fleur bleue, est traditionnellement porté lors des cérémonies commémoratives dans les communes, en hommage aux soldats français morts, aux pupilles de la Nation, et en soutien aux victimes de guerre et d'attentats. Pour arborer cet emblème de solidarité et de mémoire, les 8 mai, 14 juillet et durant tout le mois de novembre (le 11 notamment), vous pouvez contacter l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG). boutique-bleuetdefrance.fr. Lire aussi dans ce numéro, p. 46.

Travaux à proximité des réseaux : limiter les risques



Chaque année en France, plus de 16 000 réseaux souterrains ou aériens sont endommagés lors de travaux. Afin d'améliorer la sécurité à proximité des réseaux et de mieux

identifier les rôles des maîtres d'ouvrage, exploitants de réseaux, entreprises de travaux..., le Serce (Syndicat des entreprises de génie électrique et climatique) a réactualisé le guide « Travaux à proximité des réseaux ». Ce document présente d'abord les neuf étapes, depuis la déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage jusqu'à l'obtention du procès-verbal de réception émis par l'exécutant. Puis il répond à quelques questions sur la mise en œuvre de la réglementation : Qu'est-ce qu'une investigation complémentaire ? Quand mettre en œuvre la procédure DT-DICT conjointe ? www.serce.fr

Précarité à l'école : lever les freins



Comment scolariser les enfants en situation de grande précarité ?

Dans une brochure, la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, en partenariat avec l'Association nationale des cadres et directeurs de l'éducation des villes et des collectivités territoriales, revient sur le rôle du maire en matière de droit à l'éducation. Le guide aborde aussi l'école inclusive avec un focus sur l'action que peut entreprendre la commune pour aller plus loin que l'obligation d'instruction, par exemple en matière de restauration scolaire. Enfin, il évoque les différents intervenants (en particulier les médiateurs scolaires, recrutés par l'Éducation nationale ou les collectivités pour assurer le lien entre l'école et les familles). www.amf.asso.fr (réf. BW41180).

Meublés de tourisme : y voir plus clair

Avec pas moins de quatre lois (Alur en 2014, pour une République numérique en 2016, Élan en 2018 et Engagement et proximité en 2019), le secteur des meublés touristiques s'est complexifié. Pour aider les communes à s'y retrouver, le ministère du Logement présente, dans un guide, les outils de régulation existants pour concilier développement de ces locations de courte durée, besoins de la population et de l'économie locale. Il aborde aussi des sujets juridiques tels que le numéro d'enregistrement, la taxe de séjour, la sanction des infractions à la réglementation. bit.ly/3rQREOW